

Rapport de discussion

Journée d'étude sur l'adéquation formation-emploi

Mardi 26 mars 2019

Discussion D2 – deuxième ronde

L'accès à la formation dans la lutte à la pauvreté

Organisations participantes

1. Centre de documentation en éducation des adultes et condition féminine (CDÉACF)
2. Centre génération emploi
3. Comité consultatif clientèle judiciarisée adulte
4. Comité consultatif jeunes (CCJ-CPMT)
5. Comité consultatif personnes handicapées
6. Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (CSMB)
7. Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
8. Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) et Université du Québec à Montréal (UQAM)
9. La puce informatique
10. Maman va à l'école

Éléments clés de la conversation

Les personnes et les organisations participantes à cette conversation souhaitent aborder la question de l'accès à la formation généré par les stratégies actuelles d'adéquation formation-emploi comme moyen de lutter contre la pauvreté.

Pour ces personnes et ces organisations, cet accès à la formation doit favoriser le développement de différentes compétences (parentales, sociales, etc.) et tout particulièrement des compétences de base. Le rehaussement des compétences de base est intimement associé à la lutte à la pauvreté, d'une part. D'autre part, la maîtrise de ces compétences favorise l'accès à la formation sous toutes ses formes.

Les personnes et les organisations participantes insistent sur l'importance de la formation afin d'accéder à l'emploi et de sortir de la pauvreté.

Au nombre des freins qui limitent l'accès à la formation, les personnes et les organisations participantes rappellent la présence d'obstacles institutionnels générés par des mesures gouvernementales ou des agences de l'État (aide sociale, Emploi-Québec, etc.), de contraintes physiques liées à la mobilité, de contraintes liées à l'accès au logement ou à une garderie et de contraintes individuelles (rapport à l'école, estime de soi, etc.).

Les personnes et les organisations participantes soulignent à ce titre le problème que posent les priorités gouvernementales en matière d'adéquation, qui visent essentiellement l'insertion en emploi. Ces priorités ne tiennent pas compte du défi de l'entrée en formation, notamment pour les personnes en situation de pauvreté. Une insertion en emploi réussie devrait miser sur le rehaussement et la consolidation des compétences de la personne. Pour atteindre cet objectif, il faut s'assurer de l'entrée et du maintien en formation de la personne.



Au sujet de l'accès à la formation, les personnes et les organisations participantes soulignent l'importance de transmettre la bonne information dès le départ, de réunir les conditions permettant d'effectuer une entrée positive et d'éviter le risque de décrochage. À ce titre, elles insistent sur l'importance de fournir des services d'orientation et d'aide à la persévérance adaptés, mais aussi de faire la promotion de projets réussis.

Pour les personnes et les organisations participantes, le nouveau contexte économique nous offre la chance d'expérimenter et de saisir de nouvelles opportunités. Ces personnes et ces organisations estiment qu'il faut mettre en œuvre des mesures qui feraient émerger la demande: il est préférable de miser sur des mesures d'accès universel plutôt que des mesures ciblées.

Ce qu'il faut retenir

Selon les personnes et les organisations participantes, l'accès à la formation dans le contexte actuel d'adéquation formation-emploi nécessite une approche globale et personnalisée permettant d'aller au-devant des personnes en situation de pauvreté. Cette approche doit permettre de favoriser la reconnaissance et souligner toutes les petites victoires. Cette approche doit également favoriser une plus grande compatibilité entre l'offre actuelle de services (dans toute sa flexibilité) et le cadre institutionnel.

Les personnes et les organisations participantes déplorent par ailleurs que le système scolaire classique ait abandonné les personnes en situation de pauvreté, ce qui les pousse vers l'éducation des adultes.

Pour aller de l'avant

Afin d'aller de l'avant, les personnes et les organisations participantes ont souligné l'importance de :

- favoriser l'accessibilité des projets « hors les murs » pour l'école, les bibliothèques, etc.;
- miser sur le choix des pédagogies afin de contrer le rapport négatif à l'école; et
- solliciter les institutions compétentes.

Ce rapport est le résultat d'une discussion tenue le 26 mars 2019 dans le cadre de la journée d'étude sur l'adéquation formation-emploi organisée par l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) en collaboration avec la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) et l'Observatoire compétences-emploi (OCE-UQAM).

Un document synthèse présentant les résultats de cette journée ainsi que les autres rapports de discussion sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://icea.qc.ca/site/fr/actualites/l'adéquation-entre-la-formation-et-l'emploi-journée-d'étude-de-licéa>.

